

Intervention de Jean-Baptiste Djebbari lors de l'inauguration de la Semaine de l'Innovation

Le Lundi 13 septembre 2021

Intervention de Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué chargé des Transports, lors de l'inauguration de la Semaine de l'Innovation, du Transport et de la Logistique, lundi 13 septembre 2021.

Seul le prononcé fait foi

Madame la Ministre,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les présidents,
Mesdames et messieurs,

Avant toute chose, je veux profiter que vous soyez tous ici réunis, vous qui incarnez ce beau métier, ce beau secteur qu'est la logistique, pour vous remercier. Sans vous, je pense que les 18 derniers mois auraient été, sinon invivables, tout du moins extrêmement difficiles.

Si les rayons de nos supermarchés n'ont pas été vides lors du premier confinement, c'est grâce à vous. Si les vaccins ont pu être acheminés partout, c'est grâce à vous. Si, même au plus fort de la crise, la vie ne s'est jamais totalement arrêtée, et si elle peut reprendre aujourd'hui, c'est grâce à vous.

Pour tout cela, au nom du Gouvernement et de la part du pays tout entier : merci.

Dans les mois à venir, avec l'échéance électorale que nous connaissons, chacun ira de son couplet sur le besoin de « ré-enchanter la France ». Rares sont ceux qui vous diront concrètement comment ils comptent s'y prendre. Plus rares encore sont ceux qui évoqueront votre secteur et ses presque 2 millions d'emplois ; ces femmes et ces hommes qui le font vivre, avec engagement et dynamisme, avec abnégation et dévouement.

Et pourtant...

Et pourtant, on ne peut pas transformer la société sans le secteur logistique.

Et ce secteur doit faire face à de nombreux défis.

Le premier, c'est sa décarbonation.

Décarbonation, verdissement, transition énergétique, conversion du parc... Peu importe le mot : il faut que nous en fassions une réalité. C'est la priorité absolue.

Pour cela, trois mots d'ordre : accélérer, fédérer, innover.

Je sais que vous faites déjà beaucoup d'efforts pour décarboner vos activités. J'en ai conscience. Mais nous devons faire plus.

Nous devons accélérer maintenant. Et nous devons accélérer partout.

- Partout, ça veut dire « sur les distances longues ». Nous devons mobiliser davantage le fluvial et le ferroviaire et, plus généralement, mieux articuler les différents modes – j'y reviendrai.
- Partout, ça veut dire aussi « dans nos villes ».

Et la mission que nous avons confiée, avec la ministre déléguée chargée de l'Industrie, à Anne-Marie IDRAC, Anne-Marie JEAN et Jean-Jacques BOLZAN, sera, j'en suis certain, d'une utilité précieuse. Leur rapport nous sera présenté dans les tous prochains jours, à l'occasion du prochain comité interministériel de la logistique. Je les en remercie par avance.

o Il y a beaucoup à faire sur le dernier kilomètre. Et nous pouvons agir dès maintenant. Sur certaines tournées (1), les véhicules utilitaires légers électriques sont déjà plus compétitifs que les modèles diesel. L'offre existe, il ne nous reste qu'à stimuler la demande. Une task force qui réunit les constructeurs et les transporteurs y travaille. De nouvelles aides devraient bientôt être annoncées.

Dans les villes à très forte densité de trafic, pour les tournées composées de chargements de faible volume, nous devons aller vers plus de vélos cargos. A Londres, on a constaté qu'ils permettaient de gagner 60% de temps.

Donc nous pouvons être optimistes.

Nous devons être volontaristes.

Et nous devons fédérer.

Car soyons clairs : nous n'y arriverons pas si nous y allons seuls.

Si nous voulons que la décarbonation se fasse, nous devons la penser au niveau européen. C'est la condition sine qua non. Sinon, nous savons parfaitement ce qui va se passer : il va se mettre en place une concurrence déloyale au sein du marché commun. Et très franchement, nous n'avons pas besoin de ça. La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons l'éviter.

- D'autant que le paquet présenté par la Commission européenne au début de l'été prend en compte ce risque.

o Son objectif, je le rappelle, est de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 par rapport à 1990.

o C'est une étape majeure vers la neutralité carbone à horizon 2050.

- La présidence française du Conseil européen, qui débutera en janvier, sera l'occasion de proposer des avancées rapides sur les textes du paquet qui touchent aux transports.

o Je pense notamment au projet de règlement sur le déploiement d'infrastructures pour carburants alternatifs. Il propose:

Qu'à partir de 2025, le réseau transeuropéen de transport central soit équipé – dans chaque sens, et tous les 60 kilomètres – d'une station de recharge rapide pour les véhicules légers et lourds.

Et qu'à partir de 2030, cette obligation soit étendue à l'ensemble du réseau routier transeuropéen.

o La France est déjà en avance sur les bornes de recharge pour véhicules légers. Nous avons là une occasion d'accélérer sur les poids lourds, électriques et à hydrogène.

Pour décarboner, il n'y a pas de recette-miracle : il faut innover.

C'est de l'innovation que naîtront les solutions. Et des acteurs qui innovent, je sais qu'il y en a beaucoup parmi nous aujourd'hui.

L'Etat sera au rendez-vous pour vous encourager. Pour encourager l'innovation, dans nos entreprises, dans nos grands groupes, dans nos PME, nos ETI et évidemment dans nos start-up.

- C'est précisément pour les accompagner que j'ai créé l'Agence de l'innovation pour les transports. Il va de soi que le transport de marchandises et la logistique sont concernés par les actions de soutien qu'elle propose.

o Nous avons lancé un premier programme d'accélération : PROPULSE.

o Les appels à projets sont ouverts jusqu'au 15 octobre, alors j'invite tous ceux qui le souhaitent à soumettre leur candidature.

Accélérer, fédérer, innover : voilà la méthode qui nous permettra de réussir la transition du secteur logistique.

Dans ce secteur, je ne vous apprend rien, il y a un mode qui a beaucoup décliné ces dernières décennies.

C'est le fret ferroviaire.

Toutes les belles intentions proférées à son égard n'ont presque jamais été suivies d'effet – vous le savez, vous le vivez. A tel point qu'aujourd'hui, il ne capte que 9% des marchandises, alors que chez certains de nos voisins, ce chiffre atteint 30%.

- Pourtant, le fret ferroviaire, c'est moins de bruit, moins d'accidents, moins de congestion, moins de pollution et moins d'émissions de gaz à effet de serre.

- C'est plus de compétitivité pour notre économie : sans lui, certaines industries stratégiques, comme la sidérurgie ou l'industrie chimique, ne pourraient massifier leurs flux.

- C'est un mode qui ne doit pas être pensé en opposition avec les autres, mais en articulation avec eux ; en complémentarité.

o On compare toujours les trains aux poids lourds. On oppose le rail à la route. Mais la réalité, c'est que le rail et la route ont beaucoup à faire ensemble ! Sur les trajets longs et fatigants pour eux, les routiers sont demandeurs de ferroviaire. Ils veulent du transport combiné.

Pour toutes ces raisons, je veux que nous redonnions au fret ferroviaire la place qu'il mérite.

Je veux qu'en 2030, sa part modale ait doublé. Qu'elle passe de 9 à 18%.

C'est l'engagement ambitieux que nous avons pris dans la Loi portant lutte contre le dérèglement climatique. C'est atteignable, si nous nous en donnons les moyens ; si nous rétablissons durablement l'attractivité, la compétitivité et la fiabilité du rail vis-à-vis de la route.

C'est tout l'objectif de la stratégie nationale pour le développement du fret ferroviaire.

Je suis très heureux de vous en annoncer la publication aujourd'hui. Elle était prévue par la LOM, et je sais que vous l'attendiez avec impatience. Je sais les innombrables échanges, consultations et concertations qu'elle a demandés, et je veux remercier tous ceux qui y ont participé. Vos contributions ont été précieuses.

Le résultat est là : 72 mesures concrètes, pour répondre aux principales difficultés du secteur.

Avec cette stratégie, les engagements que nous prenons, tous ensemble, touchent l'exploitation, les infrastructures, et dépassent nos frontières.

Pour l'exploitation, nous avons déjà engagé 170 millions d'euros d'aides cette année :

- pour prendre en charge près de 3/4 des péages acquittés par les opérateurs fret, dans la continuité de la mesure de soutien déjà mise en œuvre au 2e semestre 2020,

- pour soutenir les services de wagon isolé et de transport combiné,

- et pour financer le démarrage de nouvelles autoroutes ferroviaires, notamment les 3 projets prioritaires annoncés par le Premier ministre :

o Calais-Sète,

o Cherbourg-Bayonne,

o et Perpignan-Rungis, avec des extensions ultérieures vers Barcelone et Calais / Dunkerque.

Nous avons décidé d'aller encore plus loin.

• Je vous l'annonce aujourd'hui : ce soutien à l'exploitation sera pérennisé sur les trois prochaines années.

o Cela veut dire que nous investirons 170 millions d'euros par an en plus, jusqu'en 2024, rien que pour soutenir les opérateurs.

C'est un engagement fort, sur une durée totalement inédite dans l'histoire de notre pays.

o Ce soutien, c'est du concret immédiatement : les baisses de péages pour l'année 2021 seront répercutées aux opérateurs dès la fin du mois.

L'Etat vient en effet de procéder au versement des 65 millions d'euros à SNCF Réseau, qui lui permettent d'adresser des avoirs aux opérateurs.

Nous investissons également de manière inédite dans les infrastructures de fret.

En additionnant les financements de l'Etat et les co-financements attendus de l'Europe et des collectivités territoriales, c'est au total près de 1 milliard d'euros qu'il est prévu de leur consacrer. Et c'est grâce au plan de relance.

Nous aurons l'occasion de préciser le détail de ces investissements dans quelques semaines.

Enfin, la reconquête du fret ferroviaire est un enjeu qui dépasse nos frontières. Je continuerai de le porter avec vigueur au niveau européen.

Nous avons déjà commencé : à l'initiative de la France, 16 Etats-membres ont appelé à un soutien européen au fret ferroviaire.

Je soutiens pleinement cette idée, et je veux continuer d'y travailler avec la Commission et mes homologues pour construire une véritable Europe du fret.

Mesdames et messieurs,

Je sais bien que je ne suis pas le premier à vous dire que « nous allons relancer le fret ». Que « cette fois-ci, c'est la bonne ».

Mais je crois profondément que la stratégie que nous avons élaborée, ensemble, peut permettre, enfin, de rétablir la compétitivité du rail.

Le Gouvernement s'engage pleinement sur le sujet.

Alors j'attends que vous aussi, vous preniez votre part. Car si l'impulsion de l'Etat est nécessaire, elle ne suffit pas.

La réussite de cette stratégie ne dépend pas seulement des milliards investis. Elle dépend tout autant de notre mobilisation collective, à tous, dans la durée.

C'est le sens du Pacte pour le développement du fret ferroviaire que nous signerons dans quelques minutes et qui permettra de conforter les engagements de chacun :

- l'Alliance 4F, qui a su insuffler une nouvelle dynamique au secteur et se montrer force de proposition,
- SNCF Réseau qui, en sa qualité de gestionnaire d'infrastructures, occupe une place centrale dans l'organisation du fret,
- l'AUTF, qui représente les chargeurs, lesquels exigent – et c'est légitime – un ferroviaire performant et compétitif,
- et bien sûr l'Etat.

Mesdames et messieurs,

Avec cette stratégie, nous avons entre nos mains le pouvoir de réduire significativement nos émissions de gaz à effet de serre.

Alors soyons à la hauteur. J'ai confiance en vous. J'ai confiance en nous.

Je vous remercie.

(1) : suffisamment courtes pour ne pas avoir recharger dans la journée ; suffisamment longues pour rentabiliser le gain au km de l'électricité par rapport au gasoil